Les fortifications urbaines : une archéologie spécifique ? L'exemple de Paris

Claire Besson

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/140>

DOI : 10.4000/insitu.140

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Claire Besson, « Les fortifications urbaines : une archéologie spécifique ? L'exemple de Paris », *In Situ* [En ligne], 16 | 2011, mis en ligne le 02 décembre 2011, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/140> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.140>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les fortifications urbaines : une archéologie spécifique ? L'exemple de Paris

Claire Besson

« Il faut toujours se méfier des enceintes historiques dans la capitale. Même détruites, leurs vestiges ensevelis, elles finissent souvent par se rappeler au bon souvenir du Paris d'aujourd'hui »¹.

- 1 La ville de Paris s'est progressivement dotée de cinq enceintes à but défensif, depuis celle du IV^e siècle jusqu'à celle dite de Thiers, commencée en 1840. Les enceintes historiques les plus connues, celles de Philippe-Auguste et Charles V, n'ont jamais totalement disparu de la mémoire parisienne au moins d'un point de vue topographique, et d'imposants vestiges philippiens jalonnent les rues de la capitale (rue Clovis, rue des Jardins Saint-Paul, rue des Francs-Bourgeois, rue du Louvre...). Les murs édifiés par Charles V n'ont laissé que peu de marques visibles (hormis les éléments conservés dans la crypte du musée du Louvre) mais leur parcours est bien établi. Les murailles défensives les plus récentes ne sont pas forcément les mieux conservées, comme en témoigne la rareté des vestiges de l'enceinte dite des « Fossés jaunes » (XVI^e-XVII^e) ou bien de celle de Thiers, dont la proximité chronologique ne joue finalement guère en faveur de sa préservation. Quant aux plus anciennes, l'une de la fin de l'époque romaine est limitée géographiquement à l'île de la Cité, et l'enceinte « primitive » a laissé si peu de traces hormis dans les textes (et encore de manière un peu sibylline), qu'on a pu en venir à douter de son existence. L'archéologie urbaine est alors seule capable de répondre à des questions telles que : présence avérée ou non, modalités de la construction, cote de conservation sous le niveau actuel, etc. Les découvertes archéologiques récentes ont ainsi peu à peu précisé la réalité complexe que recouvre le terme « enceinte » et font émerger une réflexion patrimoniale qui se singularise de celle des autres vestiges.

Les modalités de la prise en compte des enceintes dans les projets d'aménagement

Établir l'état des connaissances

- 2 La connaissance que nous avons des enceintes parisiennes repose en grande partie sur les divers plans levés depuis les origines de la cartographie, qu'il s'agisse de plans complets gravés de Paris ou de plans ponctuels manuscrits d'observations sur le terrain, qui font état des ouvrages militaires ou des fragments qui en subsistent au travers des siècles². Les tracés des fortifications sont bien connus, grâce notamment à de nombreux ouvrages de synthèse ou d'inventaires minutieux sous forme de promenades archéologiques³. Eux-mêmes sont inspirés d'études et d'observations de leurs lointains prédécesseurs Sauval, Bonnardot, Berty, etc., amendées ou confirmées selon l'évolution des connaissances. L'étude documentaire préalable à l'instruction d'un dossier d'aménagement se fonde en première intention sur ces travaux toujours d'actualité. La présomption de vestiges s'appuiera également sur des études toponymiques, la rue Monsieur-le-Prince ayant remplacé la rue des Fossés-Monsieur-le-Prince, la rue Mazarine s'étant appelée la rue des Fossés-Mazarine et la rue des Murs ayant précédé la rue d'Arras... évolution onomastique bien connue dans les villes fortifiées. On pourra compléter l'étude par l'observation de l'*Atlas géologique* de la ville de Paris⁴ qui propose un tracé théorique des enceintes, en partie établi d'après l'exploitation des nombreux carottages effectués dans la capitale. Les enceintes de Philippe-Auguste et Charles V apparaissent sous la forme de simples linéaires, dans des zones plus larges identifiées comme des secteurs remblayés. Les enceintes des « Fossés jaunes » et « de Thiers » sont quant à elles représentées en « surfacique » avec leur emprise et leurs bastions, la légende indiquant : « *R : remblais, terrains rapportés, revêtements de voies publiques, anciennes maçonneries (de plus de 3 m d'épaisseur)* ». L'interprétation qui peut être faite du niveau « remblais », qui ne présente jamais aucun critère chronologique dans les études géotechniques, incite cependant à la prudence pour définir les cotes des niveaux archéologiques. Enfin, de précieux relevés et coupes effectués le long des lignes du métro sont conservés par la Régie autonome des transports parisiens, et indiquent notamment des niveaux géologiques et toute perturbation identifiable dans le sous-sol, comme la présence de vestiges imposants des enceintes.
- 3 À partir d'analyses régressives de cadastres et de plans anciens, il devient de plus en plus aisé, grâce aux outils que sont les systèmes d'information géographique (SIG) de compléter virtuellement des tracés partiels basés sur des vestiges observables ou des parcellaires lisibles, de définir des orientations déterminantes pour la restitution du passage d'un mur d'enceinte, et de cartographier des faisceaux de sensibilité archéologique sur des tracés encore hypothétiques. Dresser enfin un état fiable des connaissances sur chacune des enceintes historiques de Paris est un objectif que se donnent de nombreux programmes scientifiques⁵. Encore faut-il distinguer la réalisation du tracé le plus fiable possible, qui donne une juste idée des limites de la ville au fil des âges, et l'obtention de cartes représentant l'emprise réelle au sol de ces enceintes. Car prendre en compte un risque archéologique suppose de repérer l'intégralité des surfaces susceptibles de livrer des vestiges ou des informations. Or que représentent exactement les linéaires repris de livres en articles ? À la limite un tracé reliant des vestiges visibles

sur le terrain, comblant les manques d'information par des observations du parcellaire. Cependant les enceintes, quelle que soit l'époque de leur construction, sont pour chacune d'entre elles une réalité complexe d'aménagements puis de modifications, et même l'observation directe sur le terrain ne saurait suffire, tant elles ont pu être dénaturées tôt dans leur histoire, avant même que leur disparition ne suive de près leur désaffectation. Ainsi l'enceinte de Philippe-Auguste, après l'abandon de sa fonction défensive, a servi de limite de propriété aux nouvelles constructions de part et d'autre du mur. Pour ce faire, et pour gagner également un peu de surface voire récupérer des blocs de parement, les propriétaires ont démaigri, chacun pour leur terrain, l'enceinte encore debout. Le résultat est un tracé restituable avec de nombreux décrochements « en baïonnette », relativement imprévisible pour chaque parcelle. Par ailleurs les fossés (réalisés seulement en rive gauche, au moment de la création rive droite de l'enceinte de Charles V) font intégralement partie du dispositif philippin à explorer, sans que l'on puisse établir a priori la largeur conservée sur les 30 à 40 m initiaux. On imagine combien ces conservations différentielles peuvent générer d'importantes variations sur les hypothèses de restitutions cartographiques... Et que dire du nécessaire inventaire des caves, dont l'emprise peut outrepasser la parcelle visible en surface, pour découvrir des vestiges considérablement arasés ou des murs remployés ?

- 4 Ainsi, archéologiquement parlant, la prise en compte d'une enceinte ne peut se satisfaire d'une représentation linéaire. En effet, lorsque les vestiges *in situ* font défaut, la cartographie se calera arbitrairement sur les empreintes parcellaires, elles-mêmes basées alternativement sur un tracé de fossé, une ligne d'escarpe ou de contrescarpe, selon ce qui a perduré dans le paysage urbain. Le système retenu pour l'instruction des dossiers d'aménagement est donc la représentation surfacique à la parcelle (combinable sans difficulté à un linéaire lorsque les informations sur le mur le permettent), qui malgré ses insuffisances (la représentation du tracé est « chaotique », peu homogène et liée à une adresse administrative, ce qui n'a bien sûr aucun intérêt historique) est davantage susceptible de répondre aux interrogations des archéologues. Les projets d'urbanisme soumis sont en effet instruits à la parcelle, chacune étant traduite directement dans le SIG sur le parcellaire actuel⁶ comme sensible ou non. La Commission du Vieux Paris a ainsi fourni en 2002 une liste d'adresses susceptibles de receler des vestiges de l'enceinte dite « primitive », en se basant sur une analyse régressive des cadastres, sur la mention fiable des deux portes connues (Saint-Merri et Baudoyer), et en prévoyant une grande largeur de zone sensible, englobant la levée de terre, le fossé et les abords immédiats du système défensif. Versées dans un SIG, ces données fournissent une carte des parcelles sous haute surveillance (**fig. n°1**), pour lesquelles toute demande de permis de construire, de démolir ou même une simple déclaration de travaux doit être attentivement étudiée. Il convient naturellement de porter la même attention de part et d'autre de ces parcelles identifiées administrativement, en complétant le plus logiquement possible le faisceau de sensibilité obtenu grâce aux adresses. Ce document graphique est évidemment amené à évoluer en fonction des acquis scientifiques, pour affiner ou élargir les secteurs sensibles, voire ajouter des parcelles « suspectes ».

Figure 1

Passage de l'enceinte des X^e-XI^e siècles sur le parcellaire actuel, état 2008.

© PCR Cartographie de l'espace parisien, 2009.

Estimer le « risque » archéologique

- 5 L'opportunité de mettre en place une opération archéologique préventive va en réalité dépendre à la fois des connaissances que nous possédons déjà sur la parcelle concernée (présence attestée d'un tronçon, parcellaire très spécifique...), de celles que nous cherchons à acquérir (valider un tracé, observer le profil d'un fossé...) ainsi que, pour une grande part, de la nature des travaux projetés. Considérer qu'un projet urbain, qu'il s'agisse de permis de construire ou de voirie, est susceptible de porter atteinte à une enceinte, c'est en effet prévoir qu'il peut détruire une portion de mur reconnue, ou bien qu'il peut recouper un tracé de mur connu ou restituable ou bien encore qu'il concerne une parcelle où les occupations successives renseignent sur les abords de l'ouvrage défensif.
- 6 Cela suppose de prêter attention aux surfaces concernées mais également aux cotes de profondeur touchées par les travaux. Et là bien des surprises sont encore possibles, même dans un tissu dense et de stratification complexe comme Paris. C'est d'ailleurs souvent à l'occasion de travaux modestes, entrepris avant même la mise en place de la loi sur l'archéologie préventive, que sont apparus des éléments oubliés de son passé défensif, à des niveaux inattendus. Et en effet aucun texte, aucun relevé ne peut certifier une cote globale d'apparition des vestiges. Si l'on sait que chacune des enceintes a été consciencieusement démolie, récupérée, arasée, on sait aussi que le niveau de leur fondation a pu varier selon la configuration du terrain, voire conditionner les modalités de leur démantèlement. En 1984 des éléments du rempart du IV^e siècle rue de la Cité (4^e) sont mis au jour. Conjointement, un compte-rendu des travaux précise qu'« *il n'était pas présumable alors, que l'on retrouve en cet endroit des restes si importants* »⁷. Parce qu'elles ont

disparu du paysage immédiatement perceptible, l'impression est forte que ces enceintes gisent à d'importantes profondeurs. En réalité les découvertes confirment leur faible enfouissement, et si les enceintes les plus anciennes apparaissent comme davantage arasées c'est non seulement à cause de leur absorption dans le tissu urbain mais également, bien sûr, à cause des stratifications successives qui se sont accumulées. Ce problème des cotes d'apparition des vestiges est récurrent, et cette question de l'arasement fondamentale dans l'instruction de chaque dossier : dans quelle proportion un mur a-t-il été diminué ? Cette démolition est-elle homogène sur tout le tracé ? Que reste-t-il des fondations de la muraille ? Qu'en est-il des niveaux sous le terrain naturel d'origine (fossés, douves...) ? En 1978, rue Saint-Honoré (1^{er}), à l'occasion de simples travaux de voirie, cinq massifs de maçonnerie attribuables à l'enceinte de Charles V émergent. En 1975 la pose d'une canalisation face au square Séverine (20^e) occasionne la découverte de deux gros murs, arasés à faible profondeur sous la chaussée, sans doute une partie de la porte de Bagnole. En 1985 encore, pendant des travaux sur le réseau électrique, c'est le bastion 54 de l'enceinte de Thiers qui est mis au jour place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny (16^e)⁸. Preuve que quand il n'était pas nécessaire de démolir jusqu'aux fondations ou au fond des fossés, de grandes parties des fortifications sont susceptibles d'apparaître, à peu de profondeur sous le niveau de sol actuel.

- 7 La plupart des aménagements envisagés aux abords d'éléments connus des enceintes, ou du moins de leur emplacement restitué, prévoient de faire confirmer cette présence par l'archéologie et le cas échéant, sont conscients qu'il conviendra d'adapter le projet. Dans quelques cas très simples, l'opération archéologique préventive va consister à confirmer des informations connues ou supposées telles. En 2006 dans les jardins de l'hôtel Saint-Aignan (3^e) trois puits de sondages sont prévus le long du mur de clôture du jardin, dont la partie sud est censée suivre le tracé du rempart de Philippe-Auguste, comme le propose Adolphe Berty depuis le XIX^e siècle, et doit être restaurée. Très vite le premier sondage a mis en évidence la présence du rempart de Philippe-Auguste sous ce mur, confirmant ainsi le passage du tracé, et validant pour l'architecte du projet la restauration du mur de clôture à cet emplacement (**fig. n°2**). Après relevés et photographies, le sondage a été rebouché, le projet ne prévoyant aucune atteinte à ces niveaux du sous-sol.

Figure 2

Jardin Anne-Franck, hôtel Saint-Aignan (3^e). Restitution du mur de clôture sur le tracé de l'enceinte de Philippe-Auguste.

© SRA d'Île-de-France, 2010.

- 8 Rue des Jardins-Saint-Paul (4^e) se dresse l'un des plus longs tronçons de l'enceinte de Philippe-Auguste, conservé sur près de 80 m et accompagné de deux tours. À l'occasion de la réalisation d'un terrain de sport, la ville de Paris prévoyait d'une part la restauration de ce noble vestige, et d'autre part de vérifier que le mètre nécessaire à niveler pour le projet ne recélait pas des niveaux d'occupation liés à l'enceinte, d'autant que le terrain aménagé correspondait à l'emprise lotie entre les deux murailles de Philippe-Auguste et de Charles V. Le diagnostic archéologique mené en 1997 conclut à l'absence de telles informations, mais il reste nécessaire de mener ces investigations y compris au droit des vestiges les plus anciennement recensés et les plus familiers. Au 52 rue du Cardinal Lemoine, la réalisation en 1988 d'un complexe avec crèche et caserne amène à réfléchir sur le tronçon de l'enceinte de Philippe-Auguste déjà étudié en 1959 lors de travaux à l'École Polytechnique (sondage Commission du Vieux Paris⁹). Le tronçon préexistant aux travaux est naturellement pris en compte dès l'origine du projet par l'aménageur, mais il est décidé de ne pas s'en tenir à cet acquis. Outre une surveillance des terrassements aux abords du monument, il est également prescrit par le service régional de l'archéologie de faire pratiquer deux coupes perpendiculaires au rempart, afin d'obtenir un profil du fossé éventuel, et une vision des secteurs au droit de l'enceinte qui auront vocation à être progressivement construits jusqu'à nos jours (le comblement définitif au XVII^e siècle des fossés, permet en effet de conquérir ces terrains et de les lotir, tout d'abord illégalement puis officiellement). Cet espace de zone *a priori* non constructible et progressivement conquis par l'accroissement irrépressible de la ville de Paris devient peu à peu un objet d'étude en soi, indépendamment même des vestiges de murailles. Deux opérations dans le

3^e arrondissement en 2006¹⁰ avaient ainsi pour objectif de préciser les phases de « conquête » des terrains intermédiaires qui passent d'*extra-muros* à *intra-muros*, et du non-loti au loti, grâce à l'étude du mobilier céramique attestant des niveaux de lotissements successifs entre le XII^e et le XVII^e siècle.

- 9 La présence de fondations, *a fortiori* aucune élévation n'est conservée, est un paramètre majeur à connaître pour les aménagements urbains car elle conditionne absolument la réalisation de niveaux enterrés. En 1997, aux 8 et 14-16 rue des Rosiers (4^e), une tour et un fragment du rempart de Philippe-Auguste déjà connus (qui plus est bénéficiant d'une protection au titre des Monuments historiques depuis 1914) sont concernés par un projet de parc de stationnement. Ce dernier doit être réalisé sous la tour si la profondeur des fondations le permet. Les observations archéologiques lors de l'opération préventive préalable aux travaux n'ont pu être menées que jusqu'à 3 m de profondeur, sans toutefois que les fondations médiévales soient atteintes. Sans que l'on puisse en apprendre plus sur ce point, du moins le projet de parking a-t-il dû être revu puisque le premier niveau était d'ores et déjà compromis.

Les apports de l'archéologie

- 10 Tout d'abord, soulignons la particularité de l'objet « enceinte » : portion d'un tout plus long, chacun de ses fragments peut-il vraiment être représentatif de l'ensemble ? Multiplier les observations ponctuelles d'un linéaire de plusieurs centaines de mètres voire de plusieurs kilomètres peut-il avoir un sens, hormis pour obtenir la validation spatiale d'un tracé ? Bien sûr, le premier point constructif sera de confronter les écrits et les informations *in situ*, et ainsi de confirmer ou infirmer les manuels militaires, mais aussi d'histoire et d'histoire de l'art. La multiplication des opérations archéologiques sur ces ceintures défensives permet également d'affiner la fiabilité d'hypothèses que l'on serait tenté de généraliser, comme si le tronçon valait forcément pour l'objet entier. Or fouille après fouille, on s'aperçoit, grâce à d'infimes détails que l'on retrouve régulièrement ou qui font défaut, que les modalités de construction varient d'une portion à l'autre (pour les cotes des fondations, par exemple), que les matériaux mis en œuvre sont en général homogènes et les proportions récurrentes, mais que les phases d'abandon sont très variables d'une extrémité à l'autre de l'enceinte.
- 11 En se fondant sur des textes, sur ce que l'on connaît de l'état (supposé) du vestige, sur ce que l'on a pu observer sur des tronçons déjà mis au jour, l'instructeur du dossier a déjà une idée des objectifs à atteindre. Les renseignements que l'on possède, mais encore davantage ceux que l'on recherche, conditionnent la stratégie de diagnostic ou de fouille prescrite. Le minimum nécessaire sera de dégager le mur afin d'en observer la mise en œuvre, et de réaliser une coupe perpendiculaire au tracé afin d'appréhender l'intégralité du dispositif. Avec ces objectifs de départ, l'opération archéologique nous livrera souvent bien plus d'éléments que prévus et des informations inattendues.

Sur le terrain : de la révélation à la vérification

- 12 Les trois exemples emblématiques qui vont suivre mettent en évidence que l'archéologie des enceintes permet d'obtenir les preuves indiscutables de la présence d'un dispositif totalement oublié, de mesurer l'ampleur des aménagements et des modifications qui n'ont

pas forcément été consignés dans les textes, enfin dans le cas d'un ouvrage récent et très bien documenté, de valider ou non une information supposée fiable.

- 13 L'enceinte « primitive », dite aussi carolingienne avant que l'archéologie ne sache mieux la qualifier, s'était complètement effacée du paysage parisien, tant et si bien que la réalité de son existence pouvait être suspecte. En 1994 au 15 rue du Temple (4^e) est mise au jour une structure fossoyée, sans autre précision qu'une attribution au Moyen Âge¹¹, dans le cadre d'une reconnaissance de terrain préalable ayant livré des sépultures. Ce n'est qu'après une fouille complémentaire¹² qu'est évoquée une relation entre ce fossé observé sur environ 3,50 m de large, accompagné de mobilier carolingien et de probables balles de fronde qui permettent de confirmer le caractère défensif de l'ouvrage, avec l'enceinte du haut Moyen Âge dont le tracé n'est alors que pressenti. En 1997 est analysé un projet d'aménagement à cette même adresse et une opération de diagnostic archéologique préventif est décidée, la parcelle et les travaux prévus se trouvant sur le « *tracé supposé de l'enceinte antérieure à celle de Philippe-Auguste* »¹³. Les termes ont leur importance : on ne s'avance alors ni sur le parcours de ce tracé, ni sur son attribution chronologique. Quant à sa configuration, nous ne disposons d'aucun élément, et les acquis de 1995 sont encore peu diffusés car hypothétiques. On suppose bien sûr que l'absence de marques dans la topographie plaide pour une levée de terre, à la rigueur une palissade en bois, toutes choses qui disparaissent sans laisser de trace évidente. Des dispositifs complémentaires (fossé, chemin de ronde...), nous ignorons tout également. Les découvertes effectuées sont d'apparence modeste : l'archéologue met au jour un creusement de 5 m de long, d'une largeur estimée supérieure aux 9 m réellement dégagés, sur 2,50 à 3 m de profondeur. L'auteur du rapport y voit rapidement une véritable « *morphologie de fossé d'enceinte* », par comparaison avec des découvertes similaires en France. Il observe que de pareilles dimensions, associées au mode de remplissage tel qu'il apparaît, déterminent une réelle volonté de mise en défense. La chronologie proposée alors repose sur le raisonnement suivant : les remblais d'abandon sont datables du XIII^e, le dernier contexte de fonctionnement est situé au XII^e, les états précédents sont donc estimés des X^e-XI^e siècles.
- 14 La réhabilitation en 2008 d'un important îlot entre la rue de Rivoli et la rue de l'Arbre-Sec (1^{er}) amène à prescrire un diagnostic archéologique. Les consignes données à l'archéologue responsable de l'opération¹⁴ précisent que le terrain se situe « *à proximité immédiate de l'enceinte dite « primitive » [...], près d'un secteur où ont été mises au jour des fosses médiévales (rue des Bourdonnais)* ». La datation reste donc floue par rapport aux conclusions de 1997 et l'approximation géographique perdure pour cette portion occidentale du tracé. Les études parcellaires affinent certes la recherche mais la compliquent aussi par la mise en évidence d'un enclos fossoyé qui devait ceinturer Saint-Germain-l'Auxerrois. Dès lors, l'orientation du tracé de la supposée deuxième enceinte de Paris peut soit correspondre en réalité à cette clôture religieuse, soit se fondre, intentionnellement ou non, avec cette dernière sur une certaine longueur. L'unique partie du terrain aménagé qui est accessible est une ancienne cour en cœur d'îlot, de surface assez réduite (660 m² disponibles, 78 m² diagnostiqués) par rapport au projet. Malgré cette modeste surface apparaît dans les sondages un tronçon de cinquante mètres de long du fossé, et sa largeur totale... de justesse, le terrain excédant légèrement par endroits la douzaine de mètres de large et le fossé mesurant exactement 12 m ! L'orientation du tracé est confirmée¹⁵, qui s'éloigne vers le nord-est pour rejoindre le tracé pressenti en 1997 rue du Temple. Les sections de coupes obtenues dans la largeur de ce fossé (fig. n°3) et les décapages successifs en plan renseignent par ailleurs sur les modalités de réalisation puis de comblement de ce fossé

de 3 m de profondeur (entre la fin du VIII^e/début du IX^e et le XI^e) et même sur des niveaux de réinstallation (X^e et XI^e)¹⁶. C'est donc une quinzaine d'années après la première découverte d'un indice valide de cette enceinte longtemps fantasmée que sont confirmés son tracé ainsi qu'une fourchette chronologique archéologiquement fiable du X^e-XI^e siècle.

Figure 3

Rue de Rivoli, rue de l'Arbre-Sec, rue du Louvre (1^{er}). Fossé de l'enceinte des X^e-XI^e siècle. Coupe du fossé et surcreusement, vue sud-nord.

© SRA d'Île-de-France, 2008.

- 15 En juillet 1975 à l'occasion de travaux des PTT rue Saint-Martin (près de l'arc Saint-Martin), Guy le Hallé¹⁷ assiste à la mise au jour d'éléments bastionnés sans doute liés à la mise en défense de Paris du XVI^e au XVII^e siècle, dans un secteur de la ville où les historiens s'accordaient sur l'absence de tels ouvrages. Apparus arasés à 2,50 m de profondeur, ces vestiges modifiaient l'état de nos connaissances sur le potentiel archéologique dans ce secteur et remettaient en cause les conclusions sur les modalités de défense de la ville à cette époque. L'enceinte dite de Charles IX ou « des Fossés jaunes » est mise en œuvre sur plusieurs siècles, lancée par Charles IX mais achevée sous Louis XIII pour être presque immédiatement abandonnée. Elle s'étire sur la rive droite, à partir de l'ouest et de la porte de la Conférence sur les berges de Seine, pour garantir le Palais des Tuileries et étendre le périmètre de protection de la ville, considérablement construite depuis la muraille de Charles V, atteignant ainsi les 567 ha de protection avec 6 200 m de linéaire.
- 16 Peu d'éléments sont connus sur cette enceinte, bastionnée depuis la Seine jusqu'à l'ouest de la porte Saint-Denis, puis se raccordant à l'enceinte de Charles V jusqu'au bassin de l'Arsenal en y accolant de nouveaux bastions. Les textes nous renseignent assez bien sur sa configuration, notamment par un traité conservé aux Archives nationales¹⁸. Les seuls éléments observables consistaient alors en quelques fragments conservés dans la station de métro Bastille, ou le long du boulevard Bourdon, ainsi qu'en une portion de mur

découverte en 1990 au 39/41 rue Cambon, qui n'avait pas fait grand bruit à l'époque. « *Ouvrage défensif non temporaire le plus éphémère et, par conséquent, le moins perceptible du point de vue de la structure de la trame urbaine* »¹⁹, tel peut être résumé le destin des Fossés jaunes. Peu pérenne, cette enceinte n'a pas eu le temps de conditionner les aménagements alentour, de jouer un véritable rôle structurant dans la ville. En retrouver le tracé est donc assez aléatoire, malgré sa proximité dans le temps.

Figure 4

Jardin des Tuileries (1^{er}). Parement extérieur du mur du bastion 1 des Fossés jaunes, vue nord-sud.
© SRA d'Île-de-France, 2003.

- 17 En août 2003, lors des travaux de rénovation du musée de l'Orangerie des Tuileries (1^{er}), est mis au jour un fragment de cette enceinte bastionnée. Alors que l'on ne possède aucune information sur les modalités d'arasement de cet ouvrage, la crête des vestiges affleure, endommagée par la réalisation plus ancienne d'un sous-sol du musée, suivant une orientation qui ne laisse planer aucun doute sur son identification (**fig. n°4**). Large de 2,70 m à la cote d'apparition et de 3,45 m en fond de fouille, dégagé sur plus de 50 m de long, le mur sud du bastion n° 1 est d'autant plus impressionnant qu'il est doté de contreforts (huit dégagés) qui ancrent la muraille dans la levée de terre, et de bâtiments annexes (habitations, cave, escalier...) (**fig. n°5**). Le fossé n'a cependant été observé que sur 2,50 m de large par rapport aux 24 m décrits dans une expertise du XVII^e siècle, et sa profondeur n'a pu être atteinte à cause d'importantes remontées phréatiques. Une campagne de sondages géotechniques accompagnée par un archéologue et un géomorphologue, avec deux transects à la perpendiculaire du mur, l'un côté ville, l'autre vers la Seine, a permis de compléter les observations en déterminant l'assise du mur d'enceinte (au niveau des Marnes et Caillasses), le profil du fossé ainsi que le processus de son comblement, l'épaisseur et la nature des remblais entre les contreforts à l'arrière du mur. Il a ainsi été établi que la levée de terre devait atteindre 5,30 m de haut au-dessus du

substrat et au moins 16 m de large. L'archéologue responsable de l'opération²⁰ parvient également à établir que le mur actuel de soutènement du jardin des Tuileries qui borde la place de la Concorde correspond au mur nord du bastion n°1, complétant ainsi la découverte. En assemblant les deux restitutions de ces murs, on obtient un profil théorique du rempart atteignant plus de 9 m de haut. Manifestement, les récupérations de matériaux ont affecté la muraille sur 1,30 à 1,80 m soit trois ou quatre assises seulement.

Figure 5

Jardin des Tuileries (1^{er}). Bastion 1 des Fossés jaunes, aménagements annexes : habitation, caves,...
© SRA d'Île-de-France, 2003.

- 18 Les acquis « annexes » sont nombreux, et en particulier des informations indirectes sur les modalités de construction grâce à la découverte de 83 marques lapidaires, improprement appelées en général « de tâcherons », présentant 36 signes différents géométriques ou figurés. L'agencement de ces dernières tendrait à indiquer ou bien un lot de pierres, ou bien l'ordre à respecter dans la disposition des blocs, davantage que l'origine du tailleur de pierre. L'étude des parement et blocage renseigne quant à elle sur les interruptions et reprises de chantier (blocs abîmés démaigris, joints laissés un certain temps à l'air libre...). Par ailleurs nous sont livrés les indices de la « vie » de l'ouvrage, très tôt transformé en habitation avec jardin et garenne, ce qui était décelable sur les divers plans de Paris mais trouvait là une confirmation chronologique. Du point de vue de l'histoire, des traces de balle sur le parement externe ont pu être mises en relation avec le siège de Paris par Henri IV en 1590 ou le blocus de la capitale par Condé en 1649 pendant la Fronde. Quant à l'orientation du bastion, son relevé exact permet de donner raison au plan de Gomboust (1652) par rapport aux autres plans historiques, ce qui n'est pas le moindre des acquis.

- 19 La dernière enceinte « historique » de Paris est la muraille dite « de Thiers », élevée à partir de 1840. Cet ouvrage défensif jouit à la fois d'un grand prestige puisqu'il renvoie à des périodes mouvementées récentes de l'histoire de France et par la puissance des éléments encore visibles (boulevard Poniatowski (12^e), boulevard Berthier (17^e)...), et pâtit par ailleurs d'un relatif désintérêt de par sa trompeuse familiarité. Les plans sur lesquels le tracé est parfaitement visible sont précis et superposables sans difficulté ni distorsion graphique au parcellaire actuel. Par ailleurs, de nombreuses photographies témoignent de la présence de cet ouvrage et de sa démolition, et enfin chacun sait que les fameux boulevards des Maréchaux sont les succédanés de ce rempart. Pour autant, et comme cela a déjà été évoqué, une enceinte défensive, de quelque époque qu'elle soit, est constituée d'un dispositif complexe. Instruire un dossier d'urbanisme qui concerne un bastion de l'enceinte de Thiers, identifiable sans risque d'erreur, consiste donc surtout à rechercher les vestiges de l'ouvrage complet. Si l'on se reporte à l'impressionnante vue théorique présentée par Guy le Hallé²¹, avec un développement des aménagements sur plus de 140 m de large pour la zone militaire et 250 m pour la zone *non aedificandi*, on mesure quelle est la difficulté pour retrouver l'intégralité d'un tel dispositif. Cependant, au contraire des recherches contraintes au pied des remparts médiévaux situés dans un cœur urbain dense, celles portant sur les bastions du XIX^e se trouvent dans des secteurs encore peu bâtis, en grande partie des friches ferroviaires (une ceinture de chemin de fer desservait tous les bastions), relativement préservés des constructions grâce aux mesures *non aedificandi*. Nous bénéficions donc d'opportunités tout à fait uniques pour observer de longs transects.
- 20 La première opération archéologique ouvertement destinée à étudier l'ouvrage de 1840 date de 1995, au boulevard Macdonald (19^e)²². À cette époque sont dégagés le fossé, dont la profondeur est estimée à 10 m par des carottages, et le mur d'escarpe du probable bastion 31, à l'est de la porte d'Aubervilliers. Le mur, épais de 3,50 m, est scandé de contreforts tous les 5 m entre axes, caractéristique qui sera retrouvée sur le tronçon mis au jour en 2009.
- 21 Si un projet pourtant prometteur, sur une parcelle formant un transect parfait au 2-16 avenue de la Porte des Poissonniers / 78 boulevard Ney (18^e) n'a livré aucun vestige faute de terrassements suffisants, l'implantation d'une grande salle souterraine au boulevard Jean-Jaurès (19^e) en 2009 a apporté quelques éléments. À l'emplacement du bâtiment projeté étaient censés se trouver les bastions n°25 et 26 de l'enceinte dite de Thiers, arasés mais sans qu'aucun document ne permette de déterminer jusqu'à quel niveau ni dans quel état de conservation. Le diagnostic²³ devait donc, grâce à des tranchées perpendiculaires au tracé connu, naturellement vérifier le passage de l'enceinte, déterminer le degré d'arasement des maçonneries et s'il était opportun de fouiller les éventuels vestiges. Les sondages géotechniques disponibles pour cette emprise précisaient d'ores et déjà une épaisseur de 6 m de remblais qui correspondait au droit du fossé et une moyenne de 2 m ailleurs sur la parcelle.

Figure 6

Avenue Jean-Jaurès (19^e). Mur d'enceinte de 1840, courtine reliant les bastions 25 et 26, contreforts.
© SRA d'Île-de-France, 2009.

- 22 Les vestiges mis au jour ont confirmé la présence de la face septentrionale du bastion identifié comme le n° 25, de la courtine le reliant au bastion n° 26, et des contreforts qui les scandent à l'arrière côté ville (**fig. n°6**). La totalité du terre-plein défensif a disparu et la muraille apparaît conservée sur 4 m de hauteur sur un total théorique de 10 m ; le mur affiche 3,40 m de largeur au niveau d'arasement et 4,30 m au niveau de la semelle de fondation, visible au fond du sondage. Il a pu être constaté que les travaux de démolition du rempart se sont bornés à retirer une hauteur de maçonnerie suffisante pour arasement le terre-plein. Le reste du dispositif observable est limité au fossé dont la largeur outrepassait d'ailleurs la tranchée de sondage et aux contreforts, longs de 3 m et de 5,70 m environ entre axes, d'apparence conforme aux observations du boulevard Macdonald (voir *supra*). Pour la première fois, l'agencement de la base de la muraille a pu être étudié (**fig. n°7**) : elle présente un ressaut de fondation qui n'avait pas été vu en 1995 et n'apparaît pas sur les bastions conservés en élévation boulevard Poniatowski (12^e) et boulevard Berthier (17^e).

Figure 7

Avenue Jean-Jaurès (19^e). Mur d'enceinte de 1840, courtine reliant les bastions 25 et 26, parement et fondation.

© SRA d'Île-de-France, 2009.

Réflexions et conservations

« Comme un oisillon pressé de quitter sa coquille maternelle et protectrice, Paris, de tous temps, a renié ses murailles »²⁴.

- 23 Mais quoi de plus normal jusqu'au XIX^e siècle, puisque chaque nouvelle enceinte supposait l'abandon de la précédente qui gênait l'expansion de la ville. Dans le square de la Butte du Chapeau Rouge (19^e), un panneau disposé par le service des espaces verts évoque le souvenir de la fortification de Thiers comme « un véritable obstacle à la croissance de l'agglomération parisienne », qui a pu être franchi pour donner naissance à ce nouveau quartier périphérique.
- 24 Siècle après siècle le processus a été le même, les enceintes successives ont été masquées, absorbées, digérées par le tissu urbain qui se densifiait. Sous Philippe-Auguste, les enceintes du IV^e et du X^e-XI^e avaient déjà entièrement disparu du paysage parisien, le rempart romain ayant été utilisé comme carrière et le système défensif du X^e ayant une structure peu pérenne (terre et bois). Quant à la muraille philippienne, dès le XVI^e siècle elle est diminuée en épaisseur par les propriétaires de terrains mitoyens du rempart, les fossés servent d'égout et sont progressivement comblés. L'enceinte de Charles V est considérablement éradiquée du paysage, d'autant plus vite que c'est la vente des terrains libérés par la destruction de cette muraille qui finance l'édification de l'enceinte suivante. La fortification des XVI^e-XVII^e, quant à elle, sous le règne de Louis XIV, est nivelée sur son côté bastionné jusqu'à une cote qui permette les aménagements prévus (jardins,

nouveaux « cours »...), ou bien oubliée avant même d'être achevée pour les parties en levées de terre. Le bastion 1 observé sous le musée de l'Orangerie est très tôt, dès 1630, transformé en garenne, en chenil, en ménagerie, en mur de soutènement pour le jardin des Tuileries. Les terrains attenants à la muraille des Fossés Jaunes sont rapidement vendus, à charge pour les acheteurs de détruire leur portion de mur... Mais ces ouvrages militaires sont d'une telle ampleur que leur destruction, même souhaitée ou systématique, n'est que rarement intégrale. Lorsque la loi du 19 avril 1919 annonce la démolition des « fortifs », une couverture photographique est prévue et Charles Lansiaux fait quelques 400 clichés, et l'on s'aperçoit bien que ces travaux d'ampleur (qui ont fait intervenir les premières pelles mécaniques !), qui requièrent une main-d'œuvre importante, des mouvements de matériaux impressionnants et donc des financements déraisonnables, se contentent rapidement d'un arasement de principe au lieu d'éradiquer les 10 m d'élévation, à un niveau juste satisfaisant pour oublier cette démarcation et obtenir une large chaussée bientôt plantée d'arbres. Ou bien, selon la configuration du terrain, les bastions sont tout simplement remblayés au moins à mi-hauteur pour homogénéiser le terrain d'assiette des futurs aménagements.

- 25 Avec le recul, les considérations historiques, esthétiques voire nostalgiques ont pris le dessus et les quelques vestiges qui restaient visibles ont revêtu une aura symbolique. Après tout, leur vocation n'était pas des moindres : défendre la capitale ! Ils apportent également les preuves de son expansion et représentent le marqueur géographique et chronologique de l'intégration des zones qui « deviennent » Paris par la grâce de ce tracé. On lit ainsi dans le *Guide Bleu* « Paris » de 1995²⁵ à propos des vestiges du rempart de Philippe-Auguste qui se dressent rue Clovis : « *En pénétrant dans la cour du n° 7, on en verra une portion considérable, émouvante non par sa beauté mais parce qu'autrefois la ville se terminait ici* ». En 2004, les experts chargés de statuer sur le devenir de l'enceinte du musée de l'Orangerie la qualifiaient de « *land-mark majeur de l'histoire de Paris* »²⁶. Et c'est très concrètement qu'en 1860, le pied du glacis de l'enceinte dite de Thiers marque officiellement la nouvelle extension de Paris, qui passe alors de 12 à 20 arrondissements, intégrant les communes de Belleville, Charonne, Vaugirard... Cet agrandissement passe alors à la fois par la reconnaissance d'une nouvelle limite et par la démolition de l'enceinte des Fermiers Généraux, ceinture fiscale symbole d'un certain despotisme, que les Parisiens ont vu détruire non sans soulagement²⁷.
- 26 Pourtant, comme nous le confirment les historiens et plus récemment l'archéologie, les limites n'ont jamais vraiment contraint la ville et les « faux-bourgs » ont très tôt fait reculer les bornes de la cité à l'extérieur des murs. Les nombreuses ordonnances royales et interdictions répétées prouveraient à elles seules cette croissance incontrôlable de la ville. Lorsque Louis XIV fait détruire les murailles des Fossés jaunes, un arrêt du conseil d'État ordonne également la plantation de 35 bornes pour établir les limites de la ville, avec interdiction de bâtir. En réalité cette délimitation sera bien davantage perçue comme une incitation à lotir au sein de la nouvelle emprise urbaine, garantie par un nouveau système défensif « actualisé ».
- 27 Quoiqu'il en soit, l'érection de chacune des enceintes constitue une étape dans la reconnaissance de l'existence d'un tissu densément peuplé en pleine croissance, avec des activités économiques notamment, qu'il convient de protéger. L'ouvrage militaire défensif définit ainsi l'espace à enserrer à un moment donné de l'Histoire, et représente un repère autour duquel se déploie un « dedans » et un « dehors ». Cette démarcation suppose et en même temps crée de toute pièce des caractéristiques socio-culturelles différentes, d'un

côté ou de l'autre du mur, comme en témoigne par exemple à diverses époques la tradition de reléguer les activités polluantes ou dangereuses, mais aussi les nécropoles, aux portes des villes. Le fait que les diagnostics archéologiques se consacrent désormais tout autant aux procédés de lotissement perceptibles par une étude fine du mobilier qu'aux vestiges de muraille ou de bâtiments *intra-muros*, incite à étudier d'un point de vue sociologique et économique ce qui se passe par rapport à un ouvrage *a priori* défensif, élargissant ainsi le champ des connaissances à acquérir sur l'histoire de la ville.

- 28 Considéré d'un point de vue strictement militaire, le rôle de l'enceinte défensive à Paris est en réalité très contesté dès le milieu du XIX^e siècle. Les experts militaires s'accordent en effet sur le caractère indéfendable de la ville, et reconnaissent aux murailles un rôle davantage psychologique voire « psycho-politique »²⁸ que militaire. Dès lors, que conserve-t-on réellement lorsque l'on se préoccupe des vestiges de l'enceinte de 1840 : une limite de ville ? un vestige de puissance ? une relique défensive ? Pour quelques experts militaires eux-mêmes l'intérêt est limité. « Il convient tout d'abord d'extirper de nos mentalités cette vieille manie qui fait un rapport direct entre l'âge d'un monument et sa valeur artistique. Pour les militaires, concepteurs de ces ouvrages, tout ce qui est antérieur à l'explosion du premier projectile nucléaire relève de l'âge de pierre. »²⁹ Néanmoins, une attention conservatrice portée à ces ouvrages est la bienvenue, afin de préserver ce qu'il reste de campagnes de démolition systématiques, et qui donc s'est raréfié avec le temps. Reste le problème de l'évaluation de l'ouvrage, hormis le fétichisme qui peut être porté à cette trace « ancienne » du passé parisien. Les spécifications techniques des ouvrages défensifs sont longtemps restées consignées dans des documents confidentiels réservés aux experts militaires. Il n'a donc pas été possible d'établir un référentiel ou une typologie qui permette d'apprécier à leur juste valeur les quelques monuments épars. L'attention récente portée aux forts et enceintes encore présents en Île-de-France achoppe en effet sur ce point. Car préserver d'imposants ouvrages ne peut se concevoir raisonnablement qu'en prévoyant une affectation utile, qui n'apparaisse pas non plus en contradiction flagrante avec leur vocation militaire initiale. Les responsables du patrimoine sont très démunis face à ces monuments défensifs tombés dans leur champ de compétence, le plus souvent sans formation réelle sur le sujet. Par défaut, les forts franciliens du XIX^e siècle ont été déclassés et transformés en jardins, ou en dépôts quelconques. Le fort de Saint-Cyr accueille quant à lui des services du Ministère de la Culture, mais pour combien d'ouvrages tombés en déshérence et sur lesquels il conviendrait de statuer enfin ? Encore conviendrait-il de le faire en toute connaissance du sujet, afin d'opérer des choix si nécessaire, sans que cela apparaisse automatiquement scandaleux.

- 29 En ce qui concerne Paris, aucune position militaire importante n'est à préserver, il ne reste que des linéaires de muraille ou quelques tours médiévales et leur conservation est toujours apparue comme une évidence lorsqu'elle était compatible avec l'urbanisation grandissante.

Du reste encombrant à la relique

Figure 8

Rue des Francs-Bourgeois (4^e). Tour remaniée de l'enceinte de Philippe-Auguste.
© SRA d'Île-de-France, 2006.

Figure 9

Rue Clovis (5^e). Mur de l'enceinte de Philippe-Auguste.

© SRA d'Île-de-France, 2010.

- 30 C'est dans le courant du XIX^e siècle que les fragments d'enceintes sont non seulement reconnus comme élément majeur de l'histoire de la ville (et non plus comme des reliquats de contraintes obsolètes) mais également protégés « physiquement » au titre des Monuments historiques. Ce sont tout d'abord les tours de la muraille philippine qui s'imposent. Conservées au fil des âges, comme par exemple au 27 rue Mazarine (6^e), dans un parc de stationnement souterrain ou au 55-57 rue des Francs-Bourgeois (4^e) (**fig. n°8**), investies comme habitation, surélevées, dénaturées..., elles sont malgré tout bien parvenues jusqu'à nous. Celle du 8 rue des Rosiers (4^e) nous apparaît revêtue d'un décor d'alcôves et pilastres du XVII^e siècle et une cave contemporaine a détruit sa partie basse, mais elle se dressait encore fièrement sur la propriété de l'hôtel d'Albret³⁰. Ces vestiges, tout comme ceux de la rue des Jardins-Saint-Paul (4^e) ou le pan de mur de la rue Clovis (5^e) (**fig. n°9**), ont conservé une élévation qui les protègent de la destruction volontaire à l'heure actuelle – même si la rue Clovis fut percée au XIX^e sans aucun ménagement pour le noble vestige. Le tronçon du 52 rue du Cardinal-Lemoine/rue Jacques-Henri Lartigue (5^e) est pris en compte dès le départ dans le projet de restructuration de l'îlot Arras en 1988 : utilisé comme une séparation physique entre la caserne des pompiers et les bâtiments accessibles au public (crèche, centre d'animation, bibliothèque des littératures policières), quoique bien entretenu et visible par le promeneur, il est cependant un peu noyé dans les structures environnantes (**fig. n°10**) et (**fig. n°11**).

Figure 10

Rue du Cardinal-Lemoine / rue Jacques-Henri Lartigue (5^e). Mur de l'enceinte de Philippe-Auguste, côté caserne.

© SRA d'Île-de-France, 2010.

Figure 11

Rue du Cardinal-Lemoine / rue Jacques-Henri Lartigue (5^e). Mur de l'enceinte de Philippe-Auguste, côté Bibliothèque des littératures policières.

© SRA d'Île-de-France, 2010.

- 31 Le bastion 45 (dit du boulevard Berthier, comme le bastion 44) a simplement été remblayé à mi-hauteur lors du démantèlement de l'enceinte de 1840. Il n'a donc jamais totalement disparu et a d'ailleurs longtemps préservé une zone qualifiée par divers auteurs de « cour des Miracles »³¹. Il a servi de mur de soutènement aux magasins des décors de l'Opéra Comique, et se trouve au cœur d'un projet d'aménagement urbain, dans l'îlot très récemment confié à Christian de Portzamparc, architecte-coordonnateur de l'opération des « Hauts de Malesherbes », à la limite entre le boulevard Malesherbes (17^e) et le boulevard périphérique. Comme le rappelle l'aménageur, la zone concernée se trouvait très fortement contrainte par un tissu urbain dense, la présence de voies ferrées et de pollution des sols, et la conservation de vestiges historiques. Autant de contraintes « dépassées ou mises à profit pour ancrer davantage le site dans son histoire et son environnement immédiat »³², comme le met en avant le directeur de la publication *Traits urbains*. La présence physique de cette limite urbaine au cœur du jardin situe ainsi l'îlot nouveau dans l'espace, en précisant son statut de quartier neuf aux frontières du Paris historique, mais aussi en affirmant l'extension des nouveaux quartiers qui atteignent progressivement la nouvelle limite qu'est le boulevard périphérique. En définitive, ce vestige propose un passé à ces terrains nouvellement aménagés. Loin de vouloir gommer le tronçon ou de s'en accommoder bon gré mal gré, le projet prévoit dès l'origine, en 1996, la mise en valeur par un dégagement des fondations sur près de quatre mètres, et en laissant apparaître dans le revêtement de sol les contreforts maçonnés qui scandent l'arrière du bastion (fig. n°12) et (fig. n°13).

Figure 12

Boulevard Berthier, Les Hauts de Malesherbes, Jardin Claire-Motte (17^e). Bastion 45 de l'enceinte de Thiers, parement extérieur.

© SRA d'Île-de-France, 2010.

Figure 13

Boulevard Berthier, Les Hauts de Malesherbes, Jardin Claire-Motte (17^e). Bastion 45 de l'enceinte de Thiers, contreforts matérialisés au sol.

© SRA d'Île-de-France, 2010.

- 32 Boulevard Poniatowski (12^e) se trouve un autre bastion du XIX^e historiquement conservé. Si les débats ont été nombreux sur la forme à donner à sa mise en valeur, jamais il n'y eut le moindre doute sur la nécessité de conserver cet ouvrage. Restauré grâce à la Commission du Vieux-Paris, il offre aujourd'hui une promenade accessible aux piétons au sommet du terre-plein, et côté est le fond du fossé a été surcreusé jusqu'à la profondeur d'origine, ainsi le mur d'escarpe est-il visible sur sa hauteur réelle.
- 33 La mise au jour d'éléments historiques jusqu'alors inconnus, à l'occasion d'opérations archéologiques, apparaît toujours comme miraculeuse et déclenche des réactions passionnées. Alors que dans la réalité du terrain il ne s'agit bien souvent que d'un modeste massif maçonné, voire d'un creusement au profil en U ou en V, qualifié de fossé défensif, leur possible disparition sitôt qu'étudiés n'est pas sans créer une certaine émotion, comme en témoignent les articles de journaux, les courriers d'associations et pétitions reçus au Ministère de la Culture. Alors que les Parisiens piétinent sans en avoir conscience des quantités innombrables de lambeaux de sites archéologiques, parfois fouillés, parfois seulement entrevus, le besoin de conserver tout ou partie ou juste un symbole n'est jamais aussi fort que dans le cas des enceintes. Conserver de tels vestiges en milieu urbain à l'heure actuelle relève cependant bien de la gageure, lorsqu'un massif maçonné apparaît à l'emplacement prévu pour un sous-sol ou traverse une voirie, sans parler des surfaces mobilisées au prix du m² parisien... !
- 34 Réapparu vers 1830 dans le paysage parisien, sur l'île de la Cité, à l'occasion de la démolition de l'ancienne église Saint-Landry, le rempart du IV^e siècle est conservé sur fort peu de hauteur et en tronçons interrompus, d'environ 2 m de large. Plusieurs

fragments ont été mis au jour depuis le XIX^e siècle, en particulier lors de la fouille du parvis de Notre-Dame de 1965 à 1970. La question de sa sauvegarde *in situ* ne s'est pas réellement posée, non pas tant à cause de son statut de première enceinte, mais plutôt parce qu'il se trouvait associé à tout un ensemble archéologique des premiers siècles de la ville : quais de la Seine aménagés dès le Haut-Empire, maisons romaines et vestiges d'une basilique mérovingienne, notamment. Le tout est conservé et présenté au public avec des expositions temporaires conçues par les archéologues de la Ville de Paris, dans la crypte accessible par le parvis. À la fin des années 1980, les découvertes occasionnées par les travaux dans les jardins du Carrousel pour l'opération Grand Louvre ont permis la reconnaissance de près de 200 m de l'enceinte de Charles V (escarpe et contrescarpe). La majeure partie de ces murs de l'enceinte urbaine est visible en accédant au Carrousel du Louvre et au hall Charles V, tandis que la cour Carrée propose une extraordinaire promenade dans le château de Philippe-Auguste et son enceinte.

- 35 D'autres cryptes plus modestes existent dans Paris, accessibles lors d'événements exceptionnels ou sur demande motivée au propriétaire. Ainsi est conservée au 30 rue du Cardinal-Lemoine (5^e) l'arche fortifiée réalisée dans l'enceinte de Philippe-Auguste, qui enjambait le canal de dérivation de la Bièvre préexistant. Cette découverte, inattendue lors des sondages réalisés en 1997, est en parfait état de conservation contrairement au reste de la muraille détruit par la réalisation d'une cave au XVIII^e siècle. La présentation met en valeur l'arche et une portion du canal, ce qui permet de bien comprendre la destination de l'ouvrage.
- 36 Au 39/41 rue Cambon (8^e) est découvert lors de travaux dans un sous-sol en 1990 un long mur parementé de gros blocs, de belle qualité. Il est tout de suite identifié comme « rempart classique de Paris » et signalé comme tel par l'architecte du projet au maître d'ouvrage qui répercute l'information à la mairie de l'arrondissement. L'identification est confirmée par Nicolas Faucherre, il s'agit de l'angle de l'épaule du flanc droit du bastion n°2 dit Saint-Honoré, sans doute construit par Charles IX vers 1570. Tous les partenaires ont l'intention d'intégrer dans la décoration du bâtiment « *ce fragment insigne* » selon les termes d'un courrier du maître d'ouvrage³³. La mise en valeur du quart de la longueur initiale (le mur avait été observé sur 20 m environ) est soignée, avec un panneau explicatif et un éclairage approprié (fig. n°14).

Figure 14

Rue Cambon (1^{er}). Mur de l'enceinte des Fossés jaunes (angle du bastion 2).

© Y. Brault / A.-L. Bethe, 2010.

- 37 Les vestiges mis au jour ne peuvent cependant toujours bénéficier de tels traitements, qu'il soit mis en avant des contraintes spatiales ou des difficultés financières, notamment lorsque le projet initial doit être revu. Un mur peut en effet apparaître fort encombrant, voire être orienté d'une manière contradictoire avec le projet. Et même si, selon la formule du Ministre de la Culture de l'époque, il n'était pas question de « *susciter d'inutile conflit entre Claude Monet et Henri III* »³⁴, il apparut bien ardu de concilier les deux lors de la mise au jour du bastion 1 des Fossés jaunes sous l'extension du musée de l'Orangerie. Les bons titres de la presse font apparaître le mur comme un obstacle encombrant qu'il convient d'enjamber, tout comme ce dut être le cas lors de sa destruction programmée au XVII^e siècle. On lit ainsi « *le bastion balafre la zone[d'extension du musée]en question* »³⁵, et que dire du facétieux : « *les travaux vont droit dans le mur* »³⁶... Pourtant la réalité est bien là, il faut trancher entre un mur plusieurs fois centenaire à forte valeur symbolique et la remise en atmosphère des *Nymphéas* de Monet bien mal exposés jusqu'alors si l'on se réfère aux vœux de l'artiste. Les deux installations étant contrariées l'une par l'autre, la préexistence historique devait-elle l'emporter sur la renaissance esthétique d'un autre chef-d'œuvre ? L'archéologie a malgré elle apporté des éléments de réponse. En effet les remontées phréatiques observées lors des sondages du fossé (ce qui, soit dit en passant, confirmait la mise en eau quasi naturelle de ce dernier) empêchaient de conserver le rempartin *situ* dans les sous-sols du musée, à moins de réaliser un radier étanche qui nécessitait de prélever les blocs du mur jusqu'au niveau souhaité du sol, de couler le radier et de les remettre en place. Il a donc été procédé à ce découpage et ce remontage, nécessaire quel que soit le parti pris de conservation. Par ailleurs, le blocage intérieur du mur était bien trop hétérogène pour être réinstallé de façon conforme à l'original, et les

contreforts qui scandaient l'arrière du mur auraient consommé un espace sans doute déraisonnable eu égard à l'ampleur du projet muséographique. Sur les 55 m mis au jour, 19 sont exposés, et très remaniés : parement démaigri pour gagner de la place et diminuer le poids au sol, blocage peu réaliste, hauteur totale peu discernable (**fig. n°15**)... Autant dire que les efforts mis en œuvre pour évoquer ce bastion ne peuvent donner qu'une pâle idée de cet ouvrage, impressionnant et majestueux pour qui eut la chance de l'observer pendant le chantier.

Figure 15

Musée de l'Orangerie (1^{er}). Reconstitution du mur du bastion 1 des Fossés jaunes, vue partielle.
© SRA d'Île-de-France, 2006.

Figure 16

Square Henri-Galli (4^e). Base de la tour de la Liberté, forteresse de la Bastille.

© SRA d'Île-de-France, 2010.

- 38 Lorsque des espaces le permettent, les vestiges sont préservés mais déplacés. Ainsi peut-on voir dans le square Henri-Galli (4^e), masquant une remise de jardinier, un fragment de la forteresse de la Bastille (tour de la Liberté) découvert lors des travaux de la ligne 1 du métro en 1899 à la station Bastille (**fig. n°16**). Ce nœud ferroviaire s'est d'ailleurs révélé très riche en découvertes, comme en témoignent les maçonneries du mur de contrescarpe des Fossés jaunes exposées sur les quais de la ligne 5 en direction de Bobigny (**fig. n°17**), complétées par un tracé au sol, ainsi qu'un fragment du mur d'escarpe observable sur une lunette au-dessus d'un escalier (**fig. n°18**) démonté lors des travaux et remonté partiellement.

Figure 17

Station de métro Bastille, quai ligne 5. Fragment du mur de contrescarpe des Fossésjaunes.
© SRA d'Île-de-France, 2010.

Figure 18

Station de métro Bastille, accès ligne 5. Fragment du mur d'escarpe des Fossés jaunes, remonté partiellement.

© SRA d'Île-de-France, 2010.

Figure 19

Rue de la Colombe (4^e). Matérialisation au sol dupassage de l'enceinte du IV^esiècle.
© SRA d'Île-de-France, 2010.

Figure 20

Rue de la Colombe (4^e). Plaque indiquant le tracé de l'enceinte du IV^e siècle.

© SRA d'Île-de-France, 2010.

- 39 Dans des situations très contraintes, priorité sera donnée à l'évocation plutôt qu'à l'exposition. C'est ainsi que rue de la Colombe (4^e), une matérialisation au sol indique le passage de l'enceinte du IV^e siècle, dont un tronçon fut mis au jour intentionnellement par un sondage de la Commission du Vieux Paris en 1899 puis remblayé (**fig. n°19**). Le traitement différencié de la rue indique le passage en travers de la voie, tout en symbolisant sa largeur, et une plaque explicative accompagne la présentation (**fig. n°20**). C'est la solution la plus discrète visuellement et la moins contraignante spatialement. Une version végétalisée est visible au fond du jardin Francs-Bourgeois-Rosiers (accès au 35 rue des Francs-Bourgeois, 4^e), des bouleaux étant censés symboliser le tracé de l'enceinte de Philippe-Auguste (**fig. n°21**) et (**fig. n°22**), mais souhaitons que cette présentation soit plus convaincante d'ici quelques années, lorsque les arbres auront pris davantage d'ampleur.

Figure 21

Rue des Francs-Bourgeois, Jardin Francs-Bourgeois-Rosiers (4e). Tracé végétalisé (bouleaux à l'avant-plan) de l'enceinte de Philippe-Auguste.

© SRA d'Île-de-France, 2010.

Figure 22

Rue des Francs-Bourgeois, Jardin Francs-Bourgeois-Rosiers (4^e). Projet du tracé végétalisé de l'enceinte de Philippe-Auguste.

© Documentation du Service des espacesverts de la ville de Paris. Cliché SRA d'Île-de-France, 2010.

- 40 Plus facile encore à mettre en œuvre est la simple plaque informative, dont on peut observer maints exemples dans les rues de Paris, pour chacune des enceintes historiques, en levant un tant soit peu les yeux.
- 41 La conservation éventuelle d'un vestige dépend par ailleurs d'une logique propre à la discipline archéologique. Car c'est bien souvent la fouille elle-même qui occasionne la disparition du vestige : le fossé de l'enceinte du X^e siècle, une fois étudié c'est-à-dire concrètement « creusé », n'est plus qu'un négatif dans le terrain, dont il ne reste rien à préserver. Concernant d'imposants vestiges maçonnés, il faut bien reconnaître que c'est justement leur démontage (qu'il soit souhaité par les archéologues ou que le projet l'impose) qui ouvre la voie à de nouvelles explorations. C'est ainsi en procédant au prélèvement du mur des Fossés jaunes de l'Orangerie que furent mises au jour deux latrines, dont l'une littéralement creusée dans le rempart, et d'un puits, vestiges dont l'on n'aurait pas eu connaissance autrement. Quant aux sections de muraille, qui apparaissent comme de tristes écorchés lors de travaux, n'offrent-elles pas l'opportunité de se pencher sur les techniques de construction sans porter atteinte aux vestiges ? En un sens, pour pousser le paradoxe, plus l'archéologue peut tirer d'informations du vestige, plus cela suppose que son état de conservation n'est pas intégral et qu'après étude il n'en reste que peu d'aspects vraiment présentables.
- 42 Par ailleurs, les sensibilités ayant évolué et l'intérêt pour ces murs historiques n'ayant fait que grandir, on en vient à exiger la conservation dans un état remarquable d'ouvrages qui ont pourtant déjà bien souffert, ou qui n'avaient pas forcément vocation à perdurer. Nous avons vu quel sort attendait ces murailles dès lors qu'elles ne remplissaient plus leur

fonction initiale. Et Pierre Lavedan rappelle à propos du mur défensif des Fossés jaunes que, « (m)al construit et mal entretenu, le mur dura peu [...] vingt-cinq ans plus tard, la terre s'écroulait dans les fossés [...] (les) bastions à moitié détruits alternaient avec les terrains vagues »³⁷. Dans les archives et sources anciennes, nombreuses sont les observations ou expertises mentionnant des malfaçons et de piètres qualités de matériaux, et ce quasiment pour toutes les enceintes en cours de construction. Leur obsolescence assez rapide, suivie de leur démantèlement, ne nous laisse en fin de compte que peu de vestiges véritablement en état d'être préservés une fois étudiés.

- 43 Reste l'indéniable valeur toute symbolique que revêtent ces ouvrages défensifs, comme limites de Paris à un moment de son histoire, qui incite à en rechercher les moindres parcelles, et à en cultiver la mémoire par des tronçons mis en valeur ou même par de simples plaques de rue. Peu à peu, les enceintes qui ont été consciencieusement abolies au cours des siècles refont surface, sont scrupuleusement étudiées et sacralisées, et redessinent les Paris successifs en filigrane dans la trame urbaine.
- 44 À l'heure du Grand Paris, où les limites de la ville sont remises en question, devra-t-on également préserver le boulevard périphérique, longue ceinture d'asphalte déroulée sur 35 km de circonférence entre 1960 et 1975 autour de la capitale, appelé à son tour à devenir un marqueur historique de l'emprise de la ville ?

NOTES

1. - DARGENT, Françoise. Charles IX perturbe le chantier de l'Orangerie. **Le Figaro** du 27/10/2003.
2. - Pour une vision globale des plans disponibles pour l'étude de Paris, voir : BOUTIER, Jean. **Les Plans de Paris des origines (1493) à la fin du XVIIIe s.** Paris : BnF, 2002. Quant aux plans manuscrits, plus partiels mais très précis, ils ne figurent pas dans ces synthèses et sont à retrouver dans les services d'archives.
3. - Voir notamment : ANDIA (de), Béatrice (dir.). **Les enceintes de Paris.** Paris : Délégation à l'action artistique de la Ville de Paris, 2001. CHADYCH, Danielle et LEBORGNE, Dominique. **Atlas de Paris, évolution d'un paysage urbain.** Paris : Parigramme, 1999. GAGNEUX, Renaud et PROUVOST, Daniel. **Sur les traces des enceintes de Paris. Promenades au long des murs disparus.** Paris : Parigramme, 2004. LE HALLE, Guy. **Les fortifications de Paris.** Paris : Horvath - Le Coteau, 1986. LORENTZ, Philippe et SANDRON, Dany. **Atlas de Paris au Moyen Âge. Espace urbain, habitat, société, religion, lieux de pouvoir.** Paris : Parigramme, 2006.
4. - **Atlas géologique de la ville de Paris au 1/5000^e.** Paris : Préfecture de la Seine puis Ville de Paris, Inspection générale des carrières, 1967 [1925].
5. - Voir les ouvrages cités en note 3. Consulter également les travaux du Programme collectif de recherche *Cartographie de l'espace parisien*, dont un résumé de l'activité est présenté en ligne (site des Archives nationales : <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/chan/topographie.html>) et les réalisations et archives consultables au SRA d'Île-de-France. Voir également le projet ALPAGE : <http://lamop.univ-paris1.fr/spip.php?rubrique74> et le travail préalable : LALLAU, Étienne. **Archéologie des enceintes de Paris du Xe au XVIIe siècle. Inventaire des vestiges et contribution à l'élaboration du SIG Alpage sur Paris médiéval.** Mémoire de Master I. Paris : Université Paris-I - Panthéon-Sorbonne, 2008. Cette dernière référence

présente d'intéressantes cartes de visibilité des vestiges, des élévations, de la fiabilité de restitution, etc. Voir aussi, plus récemment : BRAULT, Yoann. **L'enceinte des Fossés jaunes et son tracé : apport du géoréférencement des plans anciens et interprétation parcellaire**. Colloque Alpage des 7 et 8 juin 2010. Université de Saint-Denis, à paraître.

6. - Le parcellaire utilisé comme support est aimablement fourni par l'Atelier parisien d'urbanisme : <http://www.apur.org/>, par convention avec la DRAC d'Île-de-France.

7. - Compte rendu d'opération de 1986 de la Commission du Vieux Paris, conservé aux archives du SRA d'Île-de-France.

8. - De nombreuses découvertes dans le cadre de travaux urbains sont consignées dans : LE HALLE, Guy. **Les fortifications de Paris**. Paris : Horvath - Le Coteau, 1986.

9. - Il est entendu qu'est utilisé le nom de « Commission du Vieux-Paris » pour toutes les interventions archéologiques antérieures à la création du Département Histoire de l'architecture et Archéologie de Paris en 2004.

10. - PEIXOTO, Xavier. **19 rue Charlot, 2 et 6 rue Pastourelle, Paris 3^e. 60/03-13/03/2006**. Inrap Centre/Île-de-France, SRA Île-de-France, 2006. PRIE, Arnaud. **2 passage saint-Avoye, 6 rue Rambuteau, Paris 3^e**. Inrap Centre/Île-de-France, SRA Île-de-France, 2006.

11. - GOSSELIN, Renaud. **Rue du Temple, Paris IV^e, rapport provisoire**. AFAN, SRA Île-de-France, 1994.

12. - GOSSELIN, Renaud. **15 rue du Temple, Paris IV^e. DFS de sauvetage urgent 02/02-02/03/1995**. AFAN, SRA Île-de-France, 1996.

13. - PRIE, Arnaud. **Un fossé d'enceinte 15 rue du Temple- Paris IV^e arr. DFS de sauvetage urgent 03/03-02/05/1997**. AFAN, SRA Île-de-France, 1997.

14. - PEIXOTO, Xavier. **Paris I^{er}, l'enceinte urbaine de la rive droite des Xe-XI^e siècles, 140A et 144 rue de Rivoli, 44-46 rue de l'Arbre-Sec, 9-10 rue du Roule**. Inrap Centre/Île-de-France, SRA Île-de-France, 2009.

15. - Pour être vraiment précis, il convient de mentionner également la découverte en 2001, par les archéologues de la Commission du Vieux Paris, rue Jean-Tison / rue de l'Arbre-Sec (4^e) de la bordure d'un fossé qui pourrait être celui de l'enceinte du XI^e s., hypothèse évoquée à l'époque de la découverte et confirmée par l'opération de 2009.

16. - PEIXOTO, Xavier. **140A-144 rue de Rivoli, 44-46 rue de l'Arbre-Sec, 9-10 rue du Roule**. Titre provisoire, rapport de la fouille de 2009, à paraître.

17. - Voir son ouvrage cité en note 3.

18. - Document cité notamment dans : CELLY, Paul. Le premier bastion de l'enceinte de Charles IX dite des « Fossés jaunes », Musée de l'Orangerie, Paris 1^{er}. **Revue archéologique d'Île-de-France**, 2008, n°1, p. 397-416.

19. - Voir BRAULT, Yoann. Présentation faite dans le cadre du colloque Alpage à paraître, mentionné en note 4.

20. - CELLY, Paul (dir.). **Musée de l'Orangerie (Paris 1^{er}). Le premier bastion de l'enceinte de Charles IX dite des « Fossés jaunes ». Rapport de fouille préventive**. Inrap Centre/Île-de-France, SRA Île-de-France, 2005.

21. - Ouvrage mentionné en note 3, photographie panoramique annotée p.180-181.

22. - WATRIN, Luc. **Secteur de la Porte d'Aubervilliers/boulevard Macdonald - Paris XIX^e arrondissement. Étude d'impact archéologique 15/12/1994-15/01/1995**. AFAN, SRA Île-de-France, 1995.

23. - CELLY, Paul. **Place de la Villette, 211 avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e**. Inrap Centre/Île-de-France, SRA Île-de-France, 2009.

24. - LE HALLE, Guy. **Les fortifications de Paris**. Paris : Horvath - Le Coteau, 1986, p. 27.

25. - COURTALON, Corinne (dir.). **Paris**. Guides Bleus, Paris : Hachette, 1995, p. 451.

26. - BRESC-BAUTIER, Geneviève (et alii). **Rapport de la commission d'experts remis à Jean-Jacques Aillagon, ministre de la culture et de la communication, sur l'intérêt patrimonial**

du mur d'escarpe sud-ouest du bastion des Tuileries de l'enceinte des Fossés jaunes, découvert sous le musée de l'Orangerie à Paris. Paris, 2004, p. 8. Voir le site : <http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/dossiers-presse/orangerie/rapport.pdf>.

27. - Voir exposition récente à la Bibliothèque historique de la ville de Paris : « Anniversaire des 150 ans des arrondissements ». Voir le site : <http://www.paris.fr>.

28. - COLLECTIF. Fortifications et patrimoine militaire en Île-de-France. Mémoire, obsolescence, conservation, réutilisation ? **Cahiers du CREPIF**, n°48, septembre 2004. Paris : Région Île-de-France, Ville de Paris, Université de Paris-Sorbonne, 2004.

29. - TRUTTMANN, Philippe. Patrimoine et fortification. Libres réflexions d'un solitaire. In **Cahiers du CREPIF**, n°48, septembre 2004. Paris : Région Île-de-France, Ville de Paris, Université de Paris-Sorbonne, 2004, p. 70.

30. - DUFOUR, Jean-Yves. **Une tour de l'enceinte de Philippe-Auguste. Les communs de l'hôtel de Pontcarré. Sous les jardins de l'hôtel d'Albret. Paris IVe, 8 et 14-16 rue des Rosiers. DFS d'évaluation archéologique 19/11-17/12/1997.** AFAN, SRA Île-de-France, 1997.

31. - Voir notamment LE HALLE, Guy. **Les fortifications de Paris.** Paris : Horvath - Le Coteau, 1986.

32. - AUDOUIN, Jean. **Traits urbains.** Paris : SEMAVIP, 2008, p.3.

33. - Archives du SRA d'Île-de-France.

34. - GOETZ, Adrien et YOUSSE, Yasmine. « La culture en chantiers ». **Zurbandu** 18/02/2004.

35. - DARGENT, Françoise. « Des vestiges de plus en plus embarrassants ». **Le Figaro** du 08/12/2003.

36. - Article du journal **20 Minutes**, 12/09/2003.

37. - LAVEDAN, Pierre. **Histoire de l'urbanisme à Paris.** Nouvelle histoire de Paris, Supplément Jean Bastié(1974-1983). Paris, 1993, p. 186.

RÉSUMÉS

Les hasards de la programmation urbanistique, à laquelle sont liées les opérations archéologiques préventives, ont permis, en l'espace de six années (de 2003 à 2009), de mettre successivement au jour des éléments de trois des fortifications de Paris, dont deux très mal connues (l'enceinte dite « primitive » et celle dite « des Fossés jaunes »). Nous partons de ces cas concrets, tout en faisant appel à la riche histoire des découvertes de ce genre à Paris, pour évoquer les problèmes bien particuliers que posent ces vestiges en milieu urbain. En tout premier lieu, il faut souligner qu'il s'agit rarement de réelles « inventions ». Les tracés de ces enceintes sont généralement suffisamment étudiés pour que l'on pressente, bien en amont, qu'un projet d'aménagement est susceptible d'y porter atteinte. Une fois mis au jour, ces vestiges sont à la fois une partie d'un tout plus important dont l'intégralité ne peut être dégagée, donc d'une valeur relative, et par ailleurs porteurs d'une symbolique très forte. À l'usage, on s'aperçoit que ces fragments ne sauraient être traités comme la plupart des sites archéologiques en milieu urbain. Si pour ces derniers la destruction après la fouille préventive est quasi inéluctable et acceptée, le devenir des vestiges d'enceintes pose des cas de conscience qu'il est intéressant d'étudier. On se penchera donc successivement sur la manière dont sont abordés les dossiers d'aménagement susceptibles de porter atteinte à un fragment d'enceinte, les modalités de sa mise au jour éventuelle, de son étude par la fouille, et son devenir en tant que vestige matériel mais également en tant que lieu

de mémoire. En effet si la vocation militaire de ces ouvrages est primordiale dans leur conception, on observera que leur valeur patrimoniale tient davantage à leur rôle de limite de ville.

Over the last six years (2003-2009), several operations of rescue archaeology undertaken in the course of various urban development projects in Paris have revealed elements of three of the fortifications surrounding the city. Two of these, the so-called 'primitive' enclosure wall and the 'Fossés Jaunes' [yellow ditches wall] are not very well known. Starting out from these two examples then, but looking too at the city's long history of such discoveries, this article addresses the particular problems raised by the discovery of such archaeological remains in an urban setting. In point of fact, they are rarely real 'discoveries'. The general pattern of the city's succeeding walls is sufficiently well known to be able to anticipate finding such remains when building or development projects are likely to unearth them. Once excavated, these remains represent only a small fraction of the complete wall which will remain hidden, but even such small sections can have strong symbolic value. Experience tends to suggest that such finds cannot be treated in the way most archaeological discoveries in urban settings are dealt with. If the disappearance of the traces of the latter, after salvage archaeology has given its findings, is generally accepted, the case of sections of the city walls often demands other solutions. The article will look then at how development projects in Paris have taken into account the discovery of wall sections, how these discoveries came about, how the excavations were carried out, and how, on occasion, vestiges have been preserved both as material evidence of fortification work and as 'places of memory'. The history of these walls is to be understood in terms of military defense, but their heritage value often has more to do with the walls' role in defining the city's limits.

INDEX

Mots-clés : rempart, enceinte, mur, fossé, bastion, fondations, parcellaire, cartographie, Paris, enceinte de Thiers, Fossés Jaunes, Charles V, Philippe-Auguste

AUTEUR

CLAIRE BESSON

Conservateur du patrimoine, Service régional de l'archéologie d'Île-de-France
claire.besson@culture.gouv.fr